

Art. 4. De Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 november 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

M. LEBRUN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 2527

[S - C - 31389]

22 DECEMBRE 1994. — Arrêté du Collège n° 94/670 déterminant le mode de subventionnement applicable aux instituts médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées

Le Collège,

Vu les articles 136 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions et du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu le décret II du 19 juillet 1993 du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission Communautaire française;

Vu le décret III du 22 juillet 1993 de l'Assemblée de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu le décret du 24 février 1994 contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1994 ajusté par le décret du 16 juillet 1994;

Vu l'avis de la section "Personnes handicapées" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé rendu le 13 décembre 1994;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 décembre 1994;

Considérant la nécessité de mettre en place, d'urgence, un mode de subventionnement unique et transitoire pour l'ensemble des établissements relevant de la Commission communautaire française,

Arrête :

Article 1er. § 1er. Dans la limite des crédits disponibles, les institutions agréées dans le cadre de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés autres que les services de placement familial bénéficient d'une subvention annuelle comprenant :

- une subvention de fonctionnement;
- une subvention forfaitaire journalière;
- une subvention pour le transport collectif des personnes handicapées;
- une subvention pour frais de personnel.

§ 2. La subvention annuelle de fonctionnement est destinée à couvrir les frais de fonctionnement, d'occupation d'immeubles, d'amortissement d'immeubles dont l'institution est propriétaire ou emphytéote, d'amortissement du mobilier et du matériel médical et non médical.

Le montant maximum par type d'agrément à prendre en considération équivaut à :

- 114 245 francs pour les internats et les homes;
- 46 200 francs pour les centres de jour et les semi-internats pour non scolarisés;
- 42 000 francs pour les semi-internats pour scolarisés.

Chaque montant est à multiplier par la capacité agréée.

§ 3. Une subvention forfaitaire journalière destinée à couvrir les frais personnalisables est accordée à l'institution par journée de présence effective et assimilée des bénéficiaires.

Le montant par type d'agrément à prendre en considération équivaut à :

- 286 francs en internat agréé pour 30 personnes et plus prises en charge et en semi-internat pour non scolarisés pour 30 mineurs et plus pris en charge;
- 303 francs en internat agréé pour moins de 30 personnes prises en charge et en semi-internat pour non scolarisés pour moins de 30 mineurs pris en charge;
- 326 francs en home;

- 158 francs en centre de jour pour majeurs de 30 personnes et plus prises en charge;
- 171 francs en centre de jour pour majeurs pour moins de 30 personnes prises en charge;
- 148 francs en semi-internat pour scolarisés pour 30 personnes et plus prises en charge;
- 161 francs en semi-internat pour scolarisés pour moins de 30 personnes prises en charge.

§ 4. Pour le calcul de la subvention pour frais de transport collectif en centre de jour, en semi-internat pour non scolarisés et pendant les vacances scolaires en semi-internat pour scolarisés, le montant maximum à prendre en considération est :

1° pour l'année 1994, le montant des frais réels de l'année 1993 à concurrence des dépenses réelles effectuées et sur base de pièces justificatives.

2° A partir du 1er janvier 1995, les frais réels pour les institutions qui disposent de leurs propres moyens de transport et un subside limité à 40 francs par kilomètre et par tournée pour les institutions qui ne disposent pas de leurs propres moyens de transport.

Par pièces justificatives, il faut comprendre :

A. Pour les institutions qui disposent de leurs propres moyens de transport :

1° un livre de bord pour lequel sera mentionné journellement les heures de départ et d'arrivée à l'institution, la distance et l'itinéraire parcourus ainsi que le nom et l'adresse des personnes handicapées qui montent et qui descendent à chaque arrêt.

2° les factures payées ou les documents ayant trait exclusivement aux fournitures ou services nécessités par le fonctionnement du transport en question.

B. Pour les institutions qui ne disposent pas de leurs propres moyens de transport :

les factures payées en fonction du prix normal en vigueur sur le marché.

§ 5. 1° La subvention pour frais de personnel est accordée aux institutions pour couvrir les rémunérations, telles que définies par la Commission paritaire 319 "Maisons d'éducation et d'hébergement" et compte tenu d'une ancienneté fixée comme suit :

- pour le personnel en place : l'ancienneté réelle acquise est prise en compte;
- pour les recrutements postérieurs au 1er janvier 1995 : l'ancienneté réelle acquise dans les secteurs : Fonds 81, Protection de la jeunesse, ONE, Soins de santé et ateliers protégés est prise en compte.

Cette subvention comprend les rémunérations, les charges patronales légales et les charges complémentaires réelles.

2° Pour les institutions qui accueillent des personnes handicapées adultes ou des enfants handicapés non-scolarisables, la subvention pour frais de personnel est calculée sur base des normes d'encadrement établies en fonction de la catégorie du handicap et du régime de l'institution prévues par l'annexe I. Tout engagement de personnel supplémentaire par rapport à la situation existante à la date de la signature du présent arrêté ne peut concerner que du personnel éducatif, social et paramédical.

Pour les institutions qui accueillent des enfants handicapés scolarisables des mesures spécifiques pourront être envisagées après une analyse et une révision de leur capacité agréée, de leur taux d'encadrement et des initiatives spécifiques que ces institutions souhaitent développer.

3° La subvention pour frais de personnel est déterminée en fonction de la capacité agréée et du nombre de jours d'ouverture calculé suivant les modalités suivantes :

- a) = journées de présences réelles;
- b) = journées de présences théoriques multipliées par la capacité agréée;
- 200 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les semi-internats;
- 200 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les internats;
- 250 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les homes pour adultes handicapés;
- 270 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les homes de nursing;
- 200 jours multipliés par le nombre de places agréées pour un centre de jour;
- 180 jours multipliés par le nombre de place agréées pour les établissements agréés qui accueillent des personnes ayant une déficience grave de la vue, de la parole et de l'ouïe.

Le coefficient de journées de présences ne s'applique pas s'il est supérieur ou égal à 1.

Si ce coefficient est inférieur à 0,8, c'est 0,8 qui est pris en compte jusqu'à ce qu'une restructuration de l'établissement soit présentée.

4° Dans le cadre de l'embauche compensatoire à la réduction du temps de travail, tout engagement de personnel ne pourra concerner que du personnel éducatif, social, paramédical et ouvrier et sera subordonné à l'accord préalable et explicite du Membre du Collège ou de son délégué.

Art. 2. § 1. Les services de placement familial agréés dans le cadre de l'arrêté royal n° 81 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés peuvent obtenir, par jour et par bénéficiaire, le prix de journée à payer aux familles d'accueil, ainsi qu'une subvention pour frais de fonctionnement et une subvention pour frais de personnel.

§ 2. Le prix de journée à payer effectivement aux familles d'accueil est fixé, par bénéficiaire comme suit :

- 464,567 francs par bénéficiaire âgé de moins de trois ans;
- 495,086 francs par bénéficiaire âgé de trois ans à moins de douze ans;
- 528,996 francs par bénéficiaire âgé de douze ans et plus.

Les subventions journalières sont majorées de :

- 152,595 francs par bénéficiaire atteint d'un handicap mental profond, de troubles moteurs de groupe B;
- 118,685 francs par bénéficiaire handicapé atteint d'un handicap mental modéré ou de troubles moteurs du groupe A ou de troubles graves de la vue;
- 84,775 francs par bénéficiaire handicapé atteint d'un handicap mental léger ou de troubles graves de l'ouïe ou de la parole.

Le groupe A comprend les personnes handicapées atteintes de troubles moteurs, de dystémie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres.

Le groupe B comprend les personnes handicapées atteintes de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spinabifida et myopathie.

La demande de majoration est adressée à l'Administration de la Commission communautaire française et doit être accompagnée de tous documents justificatifs.

§ 3. Les frais de fonctionnement du service donnent lieu à une subvention journalière forfaitaire de 84,66 francs par bénéficiaire, comprenant notamment tout frais de route et de séjour du personnel.

§ 4. Les frais de personnel comprennent les rémunérations calculées suivant les dispositions de l'annexe 2 du présent arrêté fixant le mode de subvention des services de placement familial.

Art. 3. Les prestations de santé en internat, en home pour handicapés majeurs et en placement familial peuvent faire l'objet d'une intervention financière de la Commission communautaire française. Le Collège fixe les modalités d'octroi de cette intervention après avis du Conseil consultatif.

Art. 4. Les subventions définies à l'article 1, § 2, § 3 et § 4 sont adaptées annuellement au taux de fluctuation de l'indice-santé fixé à 115,65 au 1er janvier 1994.

Art. 5. La participation financière des personnes handicapées prises en charge visée à l'arrêté ministériel du 27 juin 1986 déterminant la participation financière des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui ne peuvent, en raison de leur organisation, être considérées comme appartenant à l'une ou à l'autre communauté et le montant de la part contributive visée à l'arrêté de l'Exécutif du 25 juillet 1983 déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française sont déduites du montant de la subvention forfaitaire journalière prévue à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 6. § 1. Les subventions sont liquidées de manière anticipative, par avances mensuelles.

Les pièces justificatives afférentes aux frais de fonctionnement, aux frais de personnel et aux frais de transport des personnes handicapées doivent être remises au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

Sans préjudice des normes de personnel prévues dans le cadre et outre les cas d'urgence, est admis comme justification de la subvention pour frais de personnel, sur base de factures dûment établies, le paiement des prestations de personnes ou de sociétés de services pour :

- 1° les tâches comptables (réviseur d'entreprise, expert comptable extérieur) ou administratives (secrétariat social) ou techniques nécessaires au respect des conditions d'agrément;
- 2° des services de préparation des repas à condition que cela n'entraîne aucune disparition d'emploi;
- 3° des services de transport;
- 4° des dépenses de formation continue de l'ensemble du personnel ou de groupes de travailleurs, rendues nécessaires au bon fonctionnement du service;

A titre transitoire et jusqu'au 30 juin 1995, tout autre contrat conclu avec une société de services est pris en considération dans le cadre de la subvention pour frais de personnel à condition d'avoir été conclu avant le 1er octobre 1994.

§ 2. Après réception et vérification des pièces justificatives, il est procédé au calcul du solde et à la liquidation des montants représentant la différence éventuelle entre les avances visées au § 1 et le montant de la subvention calculée selon les modalités prévues aux articles 1, 3, 4 et 5.

Art. 7. Chaque institution agréée doit établir sa comptabilité conformément aux plans, comptes et bilans normalisés définis par l'arrêté 92/613 du Collège de la Commission communautaire française du 16 décembre 1992 établissant les plans, comptes et bilans normalisés des instituts médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées, établis dans la Région de Bruxelles-Capitale qui ont exercé le droit d'option en Communauté française.

L'exercice comptable correspond à l'année civile. Les comptes et bilans annuels de chaque institution agréée, par type d'agrément, sont transmis au Collège au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés soit des rapports des réviseurs d'entreprise, soit des commissaires aux comptes dûment mandatés.

Art. 8. Les services de l'inspection ont pour mission de vérifier, annuellement, le respect des normes d'agrément, de fonctionnement et de personnel en fonction des qualifications requises. Ils s'assurent du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions accordées par la Commission communautaire française et vérifient les comptes et livres.

Toute entrave mise à l'exécution des missions des services d'inspection peut entraîner le retrait de l'agrément par le Collège.

Art. 9. § 1. Les établissements qui sont agréés sur base de l'arrêté royal du 23 décembre 1970 fixant les conditions d'agrément des établissements, des homes et des services de placements familiaux pour handicapés ou sur base de l'arrêté royal du 2 juillet 1973 fixant les conditions d'agrément des centres de jour pour handicapés majeurs non travailleurs ou sur base de l'arrêté du 9 février 1987 de l'Exécutif de la Communauté française pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés restent agréés jusqu'au 31 décembre 1995.

§ 2. En cas de modification des conditions sur base desquelles l'établissement est agréé, le Collège peut revoir un agrément à la demande de l'établissement concerné ou, d'office, sur rapport des services de l'inspection. La procédure prévue pour l'agrément par l'arrêté royal du 23 décembre 1970 fixant les conditions d'agrément des établissements, des homes et des services de placements familiaux pour handicapés, par l'arrêté royal du 2 juillet 1973 fixant les conditions d'agrément des centres de jour pour handicapés majeurs non travailleurs ou par l'arrêté du 9 février 1987 de l'Exécutif de la Communauté française pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés est d'application.

Art. 10. Les subventions accordées par d'autres pouvoirs publics ou par des organisations que les pouvoirs subventionnent sont déduites de la subvention annuelle, dans la mesure où ces subventions sont allouées pour des dépenses couvertes par la subvention accordée en application du présent arrêté.

Art. 11. Le Collège procède à la rectification et à la récupération d'office de la partie de la subvention annuelle accordée sur base de déclarations inexactes ou non justifiées des institutions agréées.

Art. 12. 1° Les différentes subventions attribuées, à savoir :

- subvention de fonctionnement;
- subvention forfaitaire journalière;

- subvention pour le transport collectif des personnes handicapées;
- subvention pour frais de personnel,

ne peuvent être utilisées pour couvrir d'autres charges que celles pour lesquelles elles sont destinées.

2° A titre transitoire, pour l'année 1994, l'utilisation de la subvention forfaitaire journalière est autorisée pour couvrir des frais de fonctionnement et investissement.

Art. 13. Dans le cadre de l'enveloppe maximale fixée pour 1994 par le présent arrêté, le solde positif dégagé sera réparti entre les institutions qui bénéficient d'une subvention inférieure au montant octroyé en 1993.

Ce montant ne peut entraîner par institution un subventionnement supérieur au montant perçu pour l'année 1993.

Cette disposition transitoire n'est d'application que pour l'année 1994.

Art. 14. Sont abrogés, pour les établissements situés sur le Territoire de la Région de Bruxelles-Capitale :

1° Les articles 32 à 58 et les annexes de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

2° L'arrêté royal du 30 mars 1973 déterminant les règles communes à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien, l'éducation et le traitement des mineurs d'âge et des handicapés placés à charge des pouvoirs publics modifié ou adapté par les arrêtés royaux suivants : arrêtés royal du 17 décembre 1973, du 10 avril 1974, du 21 novembre 1974, du 7 juillet 1975, du 20 juillet 1976, du 17 août 1976, du 26 octobre 1976, du 6 décembre 1976, du 18 avril 1977, du 10 mars 1978, du 12 juin 1978, du 27 février 1980, du 24 juin 1981, du 6 septembre 1983, du 21 mai 1987 et du 17 décembre 1987;

3° L'arrêté ministériel du 24 avril 1973 déterminant, en ce qui concerne le Ministère de la Santé publique et de la Famille, les règles particulières à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien et le traitement des handicapés placés à charge des pouvoirs publics modifié ou adapté par les arrêtés ministériels suivants : arrêté ministériel du 11 avril 1974, du 22 novembre 1974, du 30 avril 1975, du 13 décembre 1975, du 31 mars 1976, du 3 mai 1976, du 9 septembre 1976, du 20 avril 1977, du 9 mai 1977, du 11 mars 1978, du 14 juin 1978 et du 29 juillet 1981;

4° L'arrêté ministériel du 5 mars 1980 fixant les éléments constitutifs et les modalités d'octroi du prix provisionnel prévu à l'article 23bis de l'arrêté royal du 30 mars 1973 déterminant les règles communes à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien, l'éducation et le traitement des mineurs d'âge et des handicapés placés à charge des pouvoirs publics;

5° L'arrêté royal du 27 septembre 1974 déterminant le mode de liquidation des subventions journalières allouées pour l'entretien et le traitement des handicapés à charge des pouvoirs publics modifié ou adapté par l'arrêté royal du 9 avril 1976, du 4 mai 1979 et du 29 février 1980;

6° L'arrêté ministériel du 18 juin 1975 déterminant les règles à suivre pour fixer le montant de l'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les frais de traitement et de l'éducation des handicapés placés dans des institutions fonctionnant sous le régime du semi-internat modifié ou adapté par les arrêtés ministériels suivants : arrêté ministériel du 23 septembre 1975, du 30 avril 1976, du 19 octobre 1976, du 25 mars 1977, du 9 mai 1977, du 11 mars 1978, du 14 juin 1978, du 6 mars 1980, du 24 juin 1981, du 29 juillet 1981, du 6 septembre 1983, du 21 mai 1987 et du 17 décembre 1987;

7° L'arrêté ministériel du 18 août 1976 déterminant le nombre de jours d'absence de certains bénéficiaires du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

8° Le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 8 février 1991 déterminant le subventionnement, à titre de prix de journée, des instituts médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées, établis dans la Région de Bruxelles-Capitale, qui ont exercé le droit d'option en Communauté française.

Art. 15. Sans préjudice de la disposition prévue à l'article 1, § 5, le présent arrêté produit ses effets au 1er janvier 1994 à l'exception de l'article 7 qui entrera en vigueur le 1er janvier 1995 et cesse ses effets le 31 décembre 1995.

Art. 16. Le Président du Collège, compétent pour la matière visée par le présent arrêté est chargé de l'exécution de celui-ci.

Bruxelles, le 22 décembre 1994.

Membre du Collège, chargé du Budget,
R. HOTYAT

Président du Collège, chargé de l'Aide aux Personnes,
Ch. PICQUE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 96 — 2527

[S - C - 31389]

22 DECEMBER 1994. — Besluit van het College nr. 94/670
tot bepaling van de subsidiëeringswijze van de medisch-sociaal-pedagogische instellingen voor gehandicapten

Het College,

Gelet op de artikelen 136 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet tot institutionele hervormingen van 8 augustus 1980 gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988, door de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatstructuur;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

Gelet op het decreet II van 19 juli 1993 van de Franse Gemeenschapsraad tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet III van 22 juli 1993 van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op het besluit van 6 oktober 1993 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de bevoegdheden van de Leden van het College;

Gelet op het besluit van 6 oktober 1993 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot regeling van de ondertekening van de akten van het College;

Gelet op het decreet van 24 februari 1994 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1994, aangepast door het decreet van 16 juli 1994;

Gelet op het advies van de afdeling "Gehandicapten" van de "Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé" gegeven op 13 december 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie der Financien gegeven op 18 december 1994;

Overwegende de dringende noodzakelijkheid om, als overgangsregeling één enkele subsidiëeringswijze te bepalen voor alle instellingen die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie vallen,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt er aan de, in het raam van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociaal en pedagogische zorg voor gehandicapten, erkende instellingen, met uitzondering van de diensten voor plaatsing in gezinnen, elk jaar een subsidie toegekend omvattende :

- een werkingssubsidie;
- een forfaitaire subsidie per opnamedag;
- een subsidie voor het gemeenschappelijk vervoer van gehandicapten;
- een subsidie voor personeelskosten.

§ 2. De jaarlijkse werkingssubsidie is bedoeld om mede de kosten te dekken van de werking, van het lokalengebruik, van de aflossingen voor gebouwen waarvan de instelling eigenaar of erpachter is, van aflossing van meubelen en van medisch en niet-medisch materiaal.

Naargelang het type van erkenning worden de volgende maximale bedragen toegepast :

- BF 114 245 voor de internaten en de homes;
- BF 46 200 voor de dagcentra en de semi-internaten voor niet-schoolgaanden;
- BF 42 000 voor de semi-internaten voor schoolgaanden.

Deze bedragen worden vermenigvuldigd met de erkende opnamecapaciteit.

§ 3. Om de persoonsgebonden kosten te dekken wordt er aan de instelling per dag effectieve aanwezigheid van de begunstigde of per gelijkgestelde dag een forfaitaire subsidie per opnamedag toegekend.

Naargelang het type van erkenning worden de volgende bedragen toegepast :

- BF 286 voor de internaten erkend voor de opname van 30 en meer personen en voor de semi-internaten voor niet-schoolgaanden erkend voor de opname van 30 en meer minderjarigen,
- BF 303 voor de internaten erkend voor de opname van minder dan 30 personen en voor de semi-internaten voor niet-schoolgaanden erkend voor de opname van minder dan 30 minderjarigen,
- BF 326 voor de homes;
- BF 158 voor de dagcentra voor de opname van 30 en meer meerderjarigen;
- BF 171 voor de dagcentra voor de opname van minder dan 30 meerderjarigen;
- BF 148 voor de semi-internaten voor de opname van 30 en meer schoolgaanden;
- BF 161 voor de semi-internaten voor de opname van minder dan 30 schoolgaanden.

§ 4. Voor de berekening van de subsidie voor gemeenschappelijk vervoer naar en van dagcentra, semi-internaten voor niet-schoolgaanden en, tijdens het schooljaar, semi-internaten voor schoolgaanden wordt het maximumbedrag vastgesteld op :

1° voor het jaar 1994 : het bedrag van de werkelijke kosten voor het jaar 1993 ten belope van de werkelijk gedane uitgaven en op basis van verantwoordingsstukken;

2° vanaf 1 januari 1995 : de werkelijke kosten voor de instellingen die beschikken over eigen vervoermiddelen en een subsidie beperkt tot BF 40 per kilometer en per rondrit voor de instellingen die niet beschikken over eigen vervoermiddelen.

De vereiste verantwoordingsstukken zijn :

A. Voor de instellingen met eigen vervoermiddelen :

1° een logboek waarin dagelijks de vertrek- en aankomsturen van en bij de instelling, de afstand en de gevolgde weg vermeld worden, evenals de naam en het adres van de opgehaalde en teruggebrachte gehandicapten.

2° de betaalde facturen en de documenten die betrekking hebben op de leveringen en diensten die noodzakelijk zijn voor de werking van dit vervoer.

B. Voor de instellingen zonder eigen vervoermiddelen : de betaalde facturen.

§ 5. 1° De subsidie voor personeelskosten wordt aan de instellingen toegekend voor het dekken van de uitgaven voor de bezoldigingen, zoals ze werden vastgesteld door het Paritair Comité 319 voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en rekening houdend met de als volgt vastgestelde anciënniteit :

- voor het in dienst zijnde personeel : de werkelijk verworven anciënniteit;
- voor personeel aangeworven na 1 oktober 1994 : de werkelijk verworven anciënniteit in de sectoren Fonds 81, Jeugdbescherming, ONE, Gezondheidszorg en Beschutte werkplaatsen.

Deze subsidie dekt de bezoldigingen, de patronale sociale lasten en de werkelijke aanvullende lasten.

2° Voor de instellingen die volwassen gehandicapten of niet-schoolgaande gehandicapte kinderen opnemen wordt de subsidie voor personeelskosten berekend op basis van de begeleidingsnormen die vastgesteld werden in functie van de categorie van handicap en van het stelsel van de instelling voorzien door Bijlage I. Elke bijkomende aanwerving ten aanzien van de bestaande toestand op de datum van ondertekening van dit besluit kan enkel betrekking hebben op opvoedend, sociaal en paramedisch personeel.

Voor de instellingen die schoolgaande gehandicapte kinderen onthalen, kunnen er specifieke maatregelen overwogen worden na analyse en herziening van de erkende opnamemogelijkheden, van hun aantal begeleidingspersoneel en van de specifieke initiatieven die deze instellingen wensen te ontwikkelen.

3° De subsidie voor personeelskosten wordt in functie van de erkende opnamecapaciteit en van het aantal opnemingsdagen bepaald, op de volgende wijze :

a) aantal dagen effectieve aanwezigheid;

b) aantal theoretische aanwezigheidsdagen vermenigvuldigd met de erkende opnamecapaciteit;

200 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor de semi-internaten;

200 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor de internaten;

250 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor de homes voor volwassen gehandicapten;

270 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor de homes voor nursing;

200 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor de dagcentra;

180 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende instellingen die zicht-, spraak- en gehoorhandicapten opnemen.

Het coëfficiënt der aanwezigheidsdagen wordt niet toegepast indien het gelijk is aan of hoger dan 1. Indien die coëfficiënt lager is dan 0,8, wordt 0,8 toegepast totdat er een herstructurering van de instelling voorgelegd wordt.

4° Aanwervingen die het gevolg zijn van arbeidsduurvermindering kunnen enkel betrekking hebben op opvoedend, sociaal en paramedisch personeel en op werklieden.

Voor dergelijke aanwervingen moet er een voorafgaand en uitdrukkelijk akkoord gegeven worden door het bevoegde Lid van het College of door zijn afgevaardigde.

Art. 2. § 1. De diensten voor plaatsing in gezinnen die erkend werden in het raam van het koninklijk besluit nr. 81 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten kunnen aanspraak maken, per dag en per begunstigde, op de dagprijs die aan de onthaalgezinnen betaald wordt en op subsidies voor werkingskosten en voor personeelskosten.

§ 2. De dagprijs die effectief aan de onthaalgezinnen dient betaald te worden, wordt per begunstigde als volgt vastgesteld :

- BF 464,567 per begunstigde jonger dan 3 jaar;

- BF 495,086 per begunstigde tussen drie en twaalf jaar oud;

- BF 528,996 per begunstigde onder twaalf jaar.

De dagsubsidies worden verhoogd met :

- BF 152,595 per begunstigde met zware mentale handicap, met motorische stoornissen van de B-groep of met zware karakterstoornissen;

- BF 118,685 per begunstigde met matige mentale handicap, met lichte karakterstoornissen, met motorische stoornissen van de A-groep of met zware gezichtsstoornissen;

- BF 84,775 per begunstigde met lichte mentale handicap of met zware spraak- of gehoorstoornissen.

De A-groep omvat gehandicapten met motorische stoornissen, met dysmelie, met gevolgen van kinderverlamming, of met skelet- en ledematenafwijkingen.

De B-groep omvat gehandicapten met hersenverlamming, met sclerosis multiplex, met spinabifida of myopathie.

De aanvraag om verhoging wordt gericht aan de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie, samen met de verantwoordingsdocumenten.

§ 3. Voor de werkingskosten van de Dienst wordt er een forfaitaire dagsubsidie toegekend van BF 84,66 per begunstigde, waarin alle kosten voor vervoer en verblijf van het personeel vervat zijn.

§ 4. De personeelskosten omvatten de bezoldigingen berekend rekening houdend met de bepalingen van Bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 3. De gezondheidszorgen die verstrekt worden in een internaat, in een home voor mederjarige gehandicapten of in een onthaalgezin kunnen in aanmerking komen voor financiële tegemoetkoming vanwege de Franse Gemeenschapscommissie.

Het College stelt de toekenningvoorwaarden voor deze tegemoetkoming vast.

Art. 4. De subsidies bedoeld in de artikelen 1 tot 3 zijn gekoppeld aan de consumptieprijsindex 138,01. Ze worden jaarlijks aangepast aan de evolutie van deze index.

Art. 5. De financiële bijdrage bedoeld in het ministerieel besluit van 27 juni 1986 tot vaststelling van de financiële bijdrage van de gehandicapten, ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorgen, opgenomen in instellingen gelegen in het tweetalig gebied Brussel Hoofdstad die, gelet op hun organisatie, niet kunnen beschouwd worden als behorend tot één der gemeenschappen en het bedrag van de tussenkomst bedoeld in het Besluit van de Executieve van 25 juli 1983 tot vaststelling van de tussenkomst van de gehandicapten die, ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg, opgenomen werden in instellingen van de Franse Gemeenschap, worden in wijziging gebracht op het bedrag van de forfaitaire dagsubsidie bedoeld in artikel 1 van dit besluit.

Art. 6. § 1. De werkingssubsidie, de subsidie voor personeelskosten en de subsidie voor vervoer van gehandicapten wordt, anticipatief, in maandelijks voorschotten uitbetaald.

De verantwoordingsstukken voor de werkings-, de personeel- en de vervoerskosten moeten ten laatste op 30 april van het volgende jaar worden overgemaakt.

Voor de subsidie voor personeelskosten worden, onverminderd de personeelsnormen die in het kader voorkomen en afgezien van gevallen van hoogdringendheid, als verantwoordingsstukken in aanmerking genomen, de betalingen, bewezen door facturen, van prestaties door personen of dienstverlenende vennootschappen inzake :

1° boekhouding (bedrijfsrevisor, externe boekhoudkundige), administratie (sociaal secretariaat) en technische bijstand, voor zover ze noodzakelijk zijn voor het beantwoorden aan de erkenningsvoorwaarden;

2° maaltijdlevering, op voorwaarde dat dit geen betrekkingen doet verdwijnen;

3° vervoer;

4° voortdurende vorming van het totale personeel of van groepen werknemers ten behoeve van de goede werking van de instelling.

Als overgangsmaatregel wordt tot 30 juni 1995 ook elk ander contract dat vóór 1 oktober 1994 met een dienstverlenende vennootschap werd gesloten in aanmerking genomen voor de verantwoording van personeelskosten.

§ 2. De forfaitaire dagsubsidie wordt in twee schijven uitbetaald op basis van aanwezigheidslijsten en van overzichten van de financiële tussenkomst die, na elk semester, binnen de 60 dagen moeten overgemaakt.

§ 3. Na ontvangst en nazicht van de verantwoordingsstukken wordt het bedrag dat overeenstemt met het eventuele verschil tussen de voorschotten bedoeld in § 1 en het bedrag van de subsidie berekend volgens de wijze bedoeld in de artikelen 1, 3, 4 en 5 uitbetaald.

Art. 7. Elke erkende instelling voert haar boekhouding conform aan de genormaliseerde plannen, rekeningen en balansen bepaald door het besluit 92/613 van 16 december 1992 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de genormaliseerde plannen, rekeningen en balansen van de medische, sociale en pedagogische instellingen voor gehandicapten gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die behoren tot de Franse Gemeenschap.

Het boekjaar stemt overeen met het burgerlijke jaar. De rekeningen en de jaarbalansen van elke erkende instelling worden, per type van erkenning, ten laatste op 31 mei van het jaar dat volgt op het boekjaar aan het College overgemaakt, samen met de verslagen van de bedrijfsrevisor of van de gemachtigde rekeningscommissarissen.

Art. 8. De opdracht van de inspectiediensten omvat het toezicht, eenmaal per jaar, op de eerbiediging, van de erkennings- en werkingsnormen en op de personeelsnormen in functie van de vereiste beroepsbekwaamheid. Deze diensten gaan na of de regeling inzake toekenning en aanwending van de subsidies toegekend door de Franse Gemeenschapscommissie nageloeft wordt. Deze diensten zien eveneens de rekeningen en de boeken na.

Het belemmeren van de uitvoering van de opdracht van de inspectiediensten kan aanleiding geven tot het intrekken van de erkenning door het College.

Art. 9. § 1. De instellingen die erkend werden op basis van het koninklijk besluit van 23 december 1970 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden voor instellingen, homes en diensten voor plaatsing in gezinnen, van het koninklijk besluit van 2 juli 1973 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden voor dagcentra voor meerderjarige niet werkende gehandicapten of van het besluit van 9 februari 1987 van de Executieve van de Franse Gemeenschap genomen in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, blijven erkend tot 31 december 1995.

§ 2. Indien de voorwaarden op basis waarvan de instelling erkend werd, gewijzigd worden, kan het College de erkenning herzien op vraag van de betrokken instelling of, van ambtswege, op basis van het verslag van de inspectiediensten. De erkenningsprocedure voorkomend in het koninklijk besluit van 23 december 1970 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden voor instellingen, homes en diensten voor plaatsing in gezinnen, van het koninklijk besluit van 2 juli 1973 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden voor dagcentra voor meerderjarige niet werkende gehandicapten of van het besluit van 9 februari 1987 van de Executieve van de Franse Gemeenschap genomen in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten wordt in dat geval toegepast.

Art. 10. Subsidies toegekend door andere overheden of door de overheid gesubsidieerde organisaties worden in mindering gebracht op de jaarlijkse subsidie, in de mate dat deze subsidies toegekend worden voor uitgaven die gedekt worden door de subsidie die in uitvoering van dit besluit toegekend worden.

Art. 11. Het College gaat over tot de rechtszetting en tot het van ambtswege terugvorderen van het deel van de jaarlijkse subsidie dat toegekend werd op basis van onjuiste of niet verantwoorde verklaringen door de erkende instellingen.

Art. 12. 1° De verschillende toegekende subsidies, met name :

- een werkingssubsidie;
- een forfaitaire subsidie per opnamedag;
- een subsidie voor het gemeenschappelijk vervoer van gehandicapten;
- een subsidie voor personeelskosten,

mogen niet aangewend worden om andere lasten te dekken dan deze waarvoor ze werden toegekend.

2° Het aanwenden van de forfaitaire dagsubsidie voor het dekken van de werkingskosten, en omgekeerd, wordt voor het jaar 1994, als overgangsmaatregel, toegestaan.

Art. 13. Binnen de maximale enveloppe die door dit besluit voor 1994 wordt vastgesteld, zal het positief saldo verdeeld worden over de instellingen die een lagere subsidie krijgen dan deze die in 1993 werd toegekend.

Dit kan echter per instelling geen subsidie veroorzaken die deze die voor 1993 werd verkregen overschrijdt.

Deze overgangsmaatregel wordt enkel voor het jaar 1994 toegepast.

Art. 14. Voor de instellingen gelegen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden opgeheven :

1° de artikelen 32 tot 58 en de bijlage bij het besluit van 9 februari 1987 van de Executieve van de Franse Gemeenschap genomen in uitvoering van het koninklijk besluit nr 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

2° het koninklijk besluit van 30 maart 1973 tot bepaling van de gemeenschappelijke regeling voor het vaststellen van de dagsubsidies toegekend voor het onderhoud, de opvoeding en de verzorging van de ten laste van de overheid geplaatste minderjarigen en gehandicapten gewijzigd of aangepast door de koninklijke besluiten van 17 december 1973, 10 april 1974, 21 november 1974, 7 juli 1975, 20 juli 1976, 17 augustus 1976, 26 oktober 1976, 6 december 1976, 18 april 1977, 10 maart 1978, 12 juni 1978, 27 februari 1980, 24 juni 1981, 6 september 1983, 21 mei 1987 en 17 december 1987;

3° het ministerieel besluit van 24 april 1973 tot bepaling, voor wat het Ministerie van Volksgezondheid en Gezin betreft, van de te volgen bijzondere regeling voor het vaststellen van de dagsubsidies toegekend voor het onderhoud en de verzorging van de ten laste van de overheid geplaatste gehandicapten, gewijzigd of aangepast door de ministeriële besluiten van 11 april 1974, 22 november 1974, 30 april 1975, 13 december 1975, 31 maart 1976, 3 mei 1976, 9 september 1976, 20 april 1977, 9 mei 1977, 11 maart 1978, 14 juni 1978 en 29 juli 1981;

4° het ministerieel besluit van 5 maart 1980 tot vaststelling van de samenstelling en van de toekenningsvoorwaarden van de provisionele prijs bedoeld in artikel 23bis van het koninklijk besluit van 30 maart 1973 tot bepaling van de gemeenschappelijke regeling voor het vaststellen van de dagsubsidies toegekend voor het onderhoud, de opvoeding en de verzorging van de ten laste van de overheid geplaatste minderjarigen en gehandicapten;

5° het koninklijk besluit van 27 september 1974 tot bepaling van de wijze van uitbetaling van de dagsubsidies toegekend voor het onderhoud en de verzorging van gehandicapten die ten laste van de overheid zijn, gewijzigd of aangepast door de koninklijke besluiten van 9 april 1976, 4 mei 1979 en 29 februari 1980;

6° het ministerieel besluit van 18 juni 1975 tot bepaling van de te volgen regeling voor het vaststellen van het bedrag van de tegemoetkoming door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten in de kosten voor onderhoud en opvoeding van gehandicapten die in instellingen geplaatst werden die onder het stelsel van semi-internaat werken, gewijzigd of aangepast door de ministeriële besluiten van 23 september 1975, 30 april 1976, 19 oktober 1976, 25 maart 1977, 9 mei 1977, 11 maart 1978, 14 juni 1978, 6 maart 1980, 24 juni 1981, 29 juli 1981, 6 september 1983, 21 mei 1987 en 17 december 1987;

7° het ministerieel besluit van 18 augustus 1976 tot bepaling van het aantal dagen afwezigheid van sommige begunstigden van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

8° de verordening van 8 februari 1991 van de Franse Gemeenschapscommissie tot bepaling van de subsidiëring, als dagprijs, van de medisch-sociaal-pedagogische instellingen voor gehandicapten gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die behoren tot de Franse Gemeenschap.

Art. 15. Onverminderd de bepaling opgenomen in artikel 1, § 5 heeft dit besluit uitwerking op 1 januari 1994, uitgezonderd het artikel 7 dat op 1 januari 1995 in werking zal treden.

Art. 16. De Voorzitter van het College, bevoegd voor deze aangelegenheid, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 december 1994.

Lid van het College, bevoegd voor de Begroting,
R. HOTYAT

Voorzitter van het College, bevoegd voor Bijstand aan Personen,
Ch. PICQUE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

(96/11363)

Financieringshuur. — Erkenning

Bij ministerieel besluit van 19 november 1996, genomen in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 55 van 10 november 1967 tot regeling van het juridisch statuut der ondernemingen gespecialiseerd in financieringshuur, wordt de naamloze vennootschap Maxitruck Finance, Gentsesteenweg 113, te 8500 Kortrijk, erkend met het oog op de uitoefening van activiteiten van financieringshuur.

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

(96/11360)

Commissie voor Onrechtmatige Bedingen

Ontslagen. — Benoemingen

Bij ministerieel besluit van 19 november 1996, dat in werking treedt op de dag van deze bekendmaking:

— worden aanvaard de ontslagen aangeboden door de heer Cornerotte, A., werkend lid, alsmede door de heer Koppen, H., plaatsvervangend lid, van de Commissie voor Onrechtmatige Bedingen;

— worden benoemd binnen de Commissie voor Onrechtmatige Bedingen voor de duur van het mandaat van het lid dat zij vervangen:

a) de heer Quintard, Ch., werkend lid, als lid van een representatieve organisatie ter verdediging van de verbruikers;

b) de heer Beddegenoots, J., plaatsvervangend lid, als lid van een representatieve organisatie ter verdediging van de verbruikers.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

(96/11363)

Location-financement. — Agréation

Par arrêté ministériel du 19 novembre 1996, pris en exécution de l'arrêté royal n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement, la société anonyme Maxitruck Finance, Gentsesteenweg 113, à 8500 Kortrijk, est agréée en vue de pratiquer la location-financement.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

(96/11360)

Commission des Clauses abusives

Démissions. — Nominations

Par arrêté ministériel du 19 novembre 1996, qui entre en vigueur le jour de la présente publication:

— sont acceptées les démissions présentées par M. Cornerotte, A., membre effectif, ainsi que par M. Koppen, H., membre suppléant, de la Commission des Clauses abusives;

— sont nommés au sein de la Commission des Clauses abusives pour la durée du mandat du membre qu'ils remplacent:

a) M. Quintard, Ch., membre effectif, comme membre d'une organisation représentative de la défense des consommateurs;

b) M. Beddegenoots, J., membre suppléant, comme membre d'une organisation représentative de la défense des consommateurs.